Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1394

Révoltes populaires et productions collectives à General Mosconi - Argentine

- Portraits -

Date de mise en ligne : lundi 15 fÃ©vrier 2010

Description :

" Le plus grand crime dont peuvent être accusés les travailleurs sans emploi par le gouvernement national et provincial est d'appartenir à des mouvements organisés. Pourquoi ? Parce que dans notre pays un chômeur organisé est un risque." Pepino Fernandez en Argentine.

Rencontres Sociales

A 1800 kilometres de Buenos Aires, General Mosconi est une ville d'Argentine de 20.000 habitants au coeur des luttes des chômeurs (piqueteros) organisés au sein de l'UTD, Union des Travailleurs sans emploi. Témoignage de Pierre Grenet de retour d'Argentine.

General Mosconi, du nom de l'ingénieur militaire, premier directeur de l'entreprise pétrolière publique YPF est située à 1800 kilometres de Buenos Aires, au Nord de la Province de Salta, près de la frontière bolivienne. La région est la première productrice de Gaz et de pétrole de la Province de Salta et la deuxième d'Argentine. Cette ville de 20.000 habitants est au coeur des luttes des chômeurs (piqueteros) (5.000 sur les 8.000 travailleurs de la ville) depuis la privatisation d'YPF en 1992. Sur les terres environnantes, l'exploitation du quebracho colorado, transformé en traverses de chemin de fer, qui avait été à l'origine de la première fondation de la ville, sous le nom du plus grand propriétaire terrien de la région, Ciro Echesortu, a été remplacée par la monoculture d'exportation (le département est le cinquième producteur de haricots blancs du monde). Le soja transgénique, l'arachide et le maïs complètent la production agricole à grands renforts d'épandage de pesticides par avion. La déforestation progresse à coup de bulldozers. Les bois de grande qualité comme le lapacho (ébène rose) et le palo santo (palissandre) sont brulés sur place après l'abattage pour gagner du temps et démarrer plus rapidement la production de soja transgénique.

Le Maire élu aux dernières élections avec un très fort taux d'abstention et de fortes suspicions de fraude électorale est membre du parti rénovateur, proche des militaires. Malgré un budget municipal largement alimenté par les entreprises pétrolières, 75 % des logements ne sont pas connectés au gaz naturel et 50 % n'ont ni fosse septique, ni raccordement au tout à l'égout. La plupart des rues sont encore en terre-battue et sont complètement défoncées avec des ornières énormes. Seules les cinq rues autour de la place centrale ont été bétonnées. L'eau est gravement contaminée par les industries pétrolières. Des maladies mortelles comme la fièvre typhoïde, les cancers des appareils digestifs et les malformations congénitales se sont beaucoup développés depuis la privatisation d'YPF. La drogue et l'alcoolisme sont très présents. La municipalité encourage des polices parallèles à menacer physiquement les dirigeants de l'UTD, à les insulter publiquement. Le Maire a fait des appels à la population pour qu'elle engage des affrontements avec les piqueteros sur les barrages routiers, alors qu'aucune décision de justice ordonnant une expulsion n'avait été prise.

Une fille de 13 ans de l'un des dirigeants en est venue à se suicider. Quand les travailleurs licenciés d'YPF sont arrivés en fin de droit en 1996, la situation sociale et politique s'est très vite dégradée, la reconversion des travailleurs en commerçants ou en petits fournisseurs de services aux compagnies pétrolières a échoué. Les luttes à Général Mosconi sont devenues exemplaires. En 1997, les affrontements entre les habitants et la gendarmerie ont opposé plusieurs milliers de protagonistes de chaque côté. Ces évènements qui se sont produits également dans le Sud, dans la province de Neuquen sur un autre site de privatisation de l'entreprise YPF ont été qualifiés de « pueblada », révolte populaire massive. La résistance victorieuse a permis d'arracher des allocations pour les chômeurs et de mettre fin aux coupures d'électricité pour non payement des factures.

Dans les années qui ont suivi, en dehors des organisations syndicales traditionnelles, des chômeurs ont généralisé les coupures de routes pour faire pression sur les entreprises pétrolières et obtenir des aides et du travail du gouvernement ; les luttes de General Mosconi furent avec d'autres à l'origine du mouvement « piquetero ». En 2000, lors d'un affrontement avec la police, Anibal Veron a été tué et en hommage, un mouvement national de chômeurs a pris son nom (Movimiento de Trabajadores desocupados Anibal Veron). En 2001, 2300 barrages de routes ont été mis en place à Buenos Aires et dans tout le pays jusqu'à « l'Argentinazo » de décembre 2001.

En avril 1996, l'Union de los Trabajadores Desocupados (UTD) General Mosconi, a été créée. Sa première action a été l'occupation du Conseil municipal pendant 23 jours. Elle a obtenu les premiers Plans d'allocations mensuelles

Copyright © Rencontres Sociales

pour les chômeurs en fin de droit et des sacs de nourriture. Après le second grand barrage de route, en décembre 1999, l'UTD General Mosconi a reçu les premières allocations administrées directement par l'organisation sans passer par la tutelle de la Municipalité qui distribuait les aides dans une logique de clientélisme.

« En 20006, l'UTD gérait mille allocations et avait placé, au moyen de sa Bourse de Travail, 1600 personnes dans l'industrie pétrolière et 450 dans des travaux agricoles, L'UTD ne lutte pas seulement pour les travailleurs sans emploi. Elle intervient également dans la fixation des conditions de salaires et de travail pour les travailleurs de la construction, les travailleurs ruraux ou ceux des industries pétrolières privées, secteurs où les syndicats, soit brillent par leur absence soit trahissent directement leurs affiliés. Les syndicats sont restés à la marge, ils sont tous achetés, ils ne vont pas bloquer les accès aux entreprises pétrolières, nous si. Donc les compagnies sont obligées de négocier avec nous. Les périodes de repos, les horaires de travail, tout. Les travailleurs qui bénéficiaient des conventions collectives rurales ou de l'UOCRA (syndicat de la construction), nous les avons fait passer à celle du secteur pétrolier, de 250 dollars à 1200/1500 dollars. Ici nous sommes arrivés à faire passer l'heure dans la construction de 0,89 à 2,50 dollars » a déclaré en 2006 Pepe Fernandez, un des animateurs de l'UTD, à Mario Hernandez, Traduction FG du collectif de précaires et chômeurs RTO.

Début 2010, Pepe Fernandez est toujours animateur de l'organisation comme Rodolfo "Chiqui" Peralta qui est plus spécialement chargé de l'administration et de l'organisation des projets.

Ils refusent l'institutionnalisation de leur mouvement, la gestion des productions en coopératives, les assemblées générales consommatrices de temps et génératrices de conflits. Ils s'appuient sur une fondation qui reçoit les financements correspondant aux allocations de l'état pour leurs membres et aux facturations de leurs productions. Pour certains projets comme les constructions de pavillons, les travaux sont gérés par 20 coopératives regroupant 320 travailleurs.

Dans cette ville fantôme, la zone industrielle ressemble à toutes les friches provoquées par les fermetures d'usines : alignement de hangars abandonnés pour la plupart au bord de terrains vagues. Les seuls bâtiments occupés le sont par les activités de l'UTD et par les trois entreprises montées par les chômeurs licenciés d'YPF qui ont pu se maintenir en faisant du transport de combustibles et d'équipements pour les multinationales pétrolières. Les 200 autres montées par les chômeurs ont du fermer faute de marché et d'expériences dans le commerce et la gestion.

A l'inverse des initiatives individuelles des chômeurs entrepreneurs, les animateurs et militants de l'UTD se sont appuyés sur les acquis et les points forts de la communauté des travailleurs du pétrole dans l'entreprise publique YPF : bonnes connaissances en mécanique et en infrastructures, solidarité entre travailleurs, refus de la destruction de l'environnement et planification. Les études sont réalisées par le Bureau Technique de l'UTD sur la base d'un « Plan Régulateur » développé par des professionnels et des techniciens d'YPF en 1995. « C'est un livre où tout est structuré, où doit aller l'hôpital, un arbre, une place, etc. » En 1999, il a été revu par l'UTD à partir de statistiques actualisées. Il comporte maintenant la construction d'une Université, d'une station d'épuration d'eau et d'autres projets productifs.

La pratique de l'UTD Mosconi est exemplaire et inédite. Face à la défaillance des politiques publiques et dans le contexte très hostile des autorités locales corrompues et réactionnaires avec des relents colonialistes et nostalgiques des dictatures militaires, le mouvement est multiforme : à la fois syndicat, comité de lutte, municipalité alternative, ONG, centre social, bâtisseur, structure de travaux publics, producteur, agriculteur. Il lance des actions dures de coupures de route et d'affrontement avec les forces de répression pour arracher des financements, du matériel de production, des garanties d'embauche, des commandes de travaux. Il assume des actions publiques qui devraient être prise en charge par la municipalité : nettoyage des caniveaux, des chemins publics, des décharges d'ordure et des terrains en friche, construction de salles pour les urgences et à usage multiple dans les quartiers les plus excentrés, réhabilitation et agrandissement de l'hôpital de la ville, nouveaux jeux pour les enfants sur les places. Il

Copyright © Rencontres Sociales

organise la fête annuelle pour les 1500 enfants de la ville. Il prend en charge avec six machines la désinfection des logements pour lutter contre l'épidémie de dengue provoquée par les piqures de moustiques. En 2000 les écoles de la ville ont été refaites pendant les vacances d'été. Le Centre Communautaire d'éducation technologique Universitaire pour le développement durable a été créé et appelé JU.VE.GO.SA.BA. pour les cinq tués par la répression à General Mosconi : Justiniano, Verón, Goméz, Santillán, Barrios.

Les autres réalisations de l'UTD :

- Construction d'un quartier de 160 pavillons sur des terres concédées par le gouvernement suite aux luttes Construction de canaux
- Construction de routes avec des normes de qualité et à des coûts inférieurs à celui des entreprises contractualisées habituellement par la Municipalité en dehors de toute transparence
- Ramassage des fûts après l'abattage des arbres centenaires dans le cadre du déboisement des terres destinées à la culture du soja transgénique, avec un camion arraché aux entreprises pétrolières suite à des blocages de routes. La découpe en plateaux est faite directement à la tronçonneuse. L'activité est encadrée par Mari Acosta.
- Fabrication de meubles, portes et fenêtres en bois dur venant du ramassage avec des machines outils « récupérées »
- Atelier de mécanique, soudure et métallurgie pour la construction de charpentes métalliques. Aussi centre de formation pour les jeunes, dont certains sont toxicomanes
- Pépinière de centaines de plants d'arbres autochtones pour le reboisement installée dans des tours pétrolières métalliques couchées à l'horizontal Maraichers communautaires, vergers avec Goyaves, papayes, mangues et élevages de porcs
- Atelier de couture avec une vingtaine de machines à coudre Récupération des bouteilles plastiques et compression pour recyclage avec une machine arrachée à une entreprise pétrolière

Dans la région, la population indigène est majoritairement Wichi et vit dans des conditions très difficiles. Elle est régulièrement chassée de ses terres par l'extension des cultures. L'UTD a établi des liens de coopération avec ces communautés en se fournissant chez eux en briques pour les constructions. A leur demande, l'UTD a construit une dizaine de logements avec des charpentes métalliques et un système de récupération des eaux de pluie.
Pour accéder à Trementinal, un village isolé, près de la frontière bolivienne, au bord de la rivière Gran Tarija, tout en étant à 45 km. à vol d'oiseau de General Mosconi, il faut parcourir plus de 300 km, en faisant plusieurs heures de route en Bolivie et en traversant la rivière en bateau. Trementinal est totalement oublié par l'Etat argentin et sa population, en majorité Wichi, n'avait pas d'établissement scolaire, d'où l'obligation pour les 65 enfants de faire 30 km à pied jusqu'à Madrejones pour pouvoir étudier. L'UTD sollicité par la communauté Wichi et devant l'indifférence bureaucratique, a décidé d'assurer à ses frais la construction de l'école qui est ensuite devenue un vrai centre communautaire pour la région. Grâce à des donations, elle a reçu des blouses, des livres, etc., pour les élèves. L'UTD a prise en charge le salaire de l'enseignante en attendant la reconnaissance officielle du gouvernement de la Province.

La combativité, l'énergie, la mobilisation et les résultats de l'UTD sont impressionnants. Mais elle est menacée par le harcèlement des autorités locales, par le refus d'octroyer des commandes de travaux pour favoriser les entreprises « amies ». Elle participe aux rencontres nationales des entreprises récupérées mais les tentatives de coopération pour écouler leurs productions de portes et fenêtres avec les autres entreprises du bâtiment n'ont pas encore abouti. Leur refus de la participation des partis politiques dans leur fonctionnement a distendu les rapports avec la gauche radicale. Les aides internationales ont été bloquées au niveau gouvernemental, comme une donation de vingt ordinateurs et un projet de station d'épuration et de canalisation que le gouvernement allemand était prêt à soutenir financièrement.
L'UTD ne fait plus une priorité, comme d'autres mouvements piqueteros non proches du gouvernement, de la lutte pour l'obtention des allocations « plan Trabajar » distribuées par le gouvernement pour favoriser le développement des structures de production par les chômeurs. Début 2010, ces mouvements piqueteros ont occupé plusieurs fois le centre de Buenos Aires pour exiger que les subventions soient attribuées sans passer par le filtre des réseaux alliés du gouvernement Kirchner.

Copyright © Rencontres Sociales

L'UTD considère avoir passé une étape dans l'organisation des productions collectives. Sa priorité s'est centrée autour de l'attribution des travaux de marché public et sur la reconnaissance de ses activités par les autorités locales.

Pepino Fernandez conclut : « Le plus grand crime dont peuvent être accusés les travailleurs sans emploi par le gouvernement national et provincial est d'appartenir à des mouvements organisés. Pourquoi ? Parce que dans notre pays un chômeur organisé est un risque. L'élite peut accepter que les chômeurs demandent des faveurs ou la charité et dans ce cas ils sont sous la tutelle des arrangements politiques locaux, mais jamais elle n'acceptera qu'ils s'organisent de manière autonome pour exiger leurs droits et elle ne se plaindra pas que des militants soient abattus. S'ils réalisent une occupation ou une coupure de route, leur cri n'est pas isolé, cela engendre une cohésion et oblige la société à se manifester. Ce que font les mouvements de chômeurs, c'est de réunir des personnes en leur donnant un sentiment d'unité pour lutter ensemble et dans la mesure où cette initiative sociale se généralise, elle oblige le gouvernement à réagir, soit avec des subventions, soit par la répression et l'assassinat impuni. En créant une conscience sociale et politique, en massifiant les mouvements et en incorporant maintenant des dizaines de milliers de personnes, les organisations de travailleurs sans emploi se démarquent clairement des actions d'assistanat impulsées par le gouvernement et l'Eglise et préfigurent un autre type d'ordre social. »

Copyright © Rencontres Sociales